

Les *Cultural Studies* en contexte d'urgence écologique et de changement social.

Etienne⁽¹⁾, Midrez⁽²⁾, Schoonbroodt⁽³⁾

HELMo département social^(1,2), HELMo département économique et juridique⁽³⁾

p.etienne@helmo.be⁽¹⁾, p.midrez@helmo.be⁽²⁾, b.schoonbroodt@helmo.be⁽³⁾

Résumé

C'est face à l'ampleur des défis écologiques et socio-politiques largement documentés que le terme d'urgence est utilisé (Willemez, 2015). Les acteurs étudiés sont les publics dits *subalternes* organisés en collectifs (Maltcheff, 2011). À son origine, le public *subalterne* était défini par Antonio Gramsci comme composé de "groupes sociaux marginaux ou de classes fondamentales bien qu'encore non hégémoniques" (Liguori, 2016). C'est dans sa dimension plus antagonique et son rapport avec la notion de "dominant" qu'il est intéressant d'aborder ce concept de *subalterne*. Ce sont les propositions concrètes de ces collectifs qui constituent le matériel empirique de cette recherche. Les collectifs citoyens investigués ne se réduisent pas au monde du travail mais concernent les problèmes de société (Starck, 2005), par exemple, les zones à défendre (ZAD) ou encore les Gilets Jaunes. Ils ont la particularité de mettre en exergue une crise de confiance entre la société civile (Pirotte, 2010) et le monde politique concernant les enjeux sociétaux majeurs. Dans ce cadre, les *Cultural Studies* (Cervulle & Quemener, 2015) alimentent l'approche méthodologique et la démarche ethnographique choisies afin de comprendre et faire connaître les initiatives d'action existantes de changement face au modèle de société actuel.

Les observations et entretiens révèlent différentes orientations, propositions et pratiques récurrentes : une idée forte de démocratie directe et locale, un sentiment anticapitaliste explicite, un retour au local et à la nature, un désir pratico-pratique d'être dans le faire et si possible de ses propres mains ainsi qu'une aspiration à un changement social immanent.

Mots-clés : Ecologie sociale, changement social, démocratie, public subalterne, collectifs citoyens.

Introduction

Cet article s'inscrit dans un triple travail mené actuellement au sein de la Haute Ecole Libre Mosane : un projet de recherche intitulé "Les *cultural studies* en contexte d'urgence écologique et de changement social" ; la participation à l'élaboration d'un cursus de formation en écologie sociale et le développement d'activités d'apprentissage au sein des formations initiales en coopération internationale et en animation socio-sportive. En effet, apparaît une évolution identitaire des publics auxquels les étudiants des bacheliers professionnalisants en éducation spécialisée en activités socio-sportives et en coopération internationale, sont confrontés.

Le public dit *subalterne* ciblé par cette recherche se caractérise par la définition d'un rapport de domination de l'homme sur l'homme selon Antonio Gramsci (Liguori, 2016). Les actions menées par ces publics et les initiatives portées ont un droit de cité comme toute action citoyenne et leur potentiel auto-organisationnel ainsi que les savoirs locaux face à notre système de société basé sur la croissance économique sont à mettre en exergue. Dans ce cadre, les idées, productions et actions de ces collectifs citoyens sont investiguées. Par collectif citoyen est entendu toute organisation d'acteurs militants mettant en exergue une crise de confiance entre la société civile et le monde politique concernant les enjeux sociétaux majeurs (Starck, 2005). Citons, par exemple, les Gilets Jaunes, les zapatistes, les kurdes proches du PKK, les zadistes, les squatteurs, les militants écologistes, etc.

Ici encore, Gramsci clarifie : « Pour les classes subalternes l'unification ne se produit pas : leur histoire est mêlée à celle de la « société civile », elle en est une fraction » (Liguori, 2016). Suite aux mouvements sociaux (*Occupy Wall Street*) en 2015 aux États-Unis, le concept de *subalterne* a été redéfini « Dans une perspective gramscienne, de la « crise organique » des institutions politiques et de leur perte de légitimité découlent, d'une part, une autonomisation progressive des institutions des bases sociales qu'elles sont censées représenter et, de l'autre, la nécessité de produire des formes innovantes d'organisation politique, susceptibles de remplacer l'ancien système par un nouveau bloc historique et une stratégie politique des subalternes. » (Civalolela, 2015). Le public identifié semble donc se situer dans cette continuité. « Face au contexte « post-politique » de la gouvernance globale et de l'idéologie néolibérale, semble s'ériger, sur les cinq continents, une nouvelle forme de politisation des sociétés civiles, les mouvements d'abord altermondialistes, puis ceux des Indignés et des printemps arabes, étant considérés comme des manifestations de dissensus et d'indignation. » (Civalolela, 2015). Le mouvement des Gilets Jaunes à l'automne 2018 semble aussi s'inscrire dans cette continuité identitaire avec à l'origine une rupture hégémonique abordée par Christophe Mileschi (Mileschi, 2018). Au regard de ces deux définitions, nous considérons que les publics rencontrés au cours de notre recherche s'inscrivent dans l'une ou l'autre de ces définitions de *subalterne*.

Face à l'ampleur de la situation écologique actuelle, des groupes s'organisent afin de pallier les défaillances dénoncées des Etats et la domination de certains groupes ou individus sur d'autres. Différentes questions se posent alors en lien avec l'émergence de ces collectifs :

- Quelles sont les orientations, les propositions et les pratiques de ces collectifs citoyens ?
- Comment ces collectifs composent-ils avec les institutions existantes ?
- Et quel sort est réservé à leur expertise dans les processus décisionnels institutionnalisés ?

1. Approche méthodologique

D'un point de vue méthodologique, cet article se base sur trente-neuf entretiens semi-ouverts avec des migrants, des militants écologistes, des Gilets Jaunes, des bénéficiaires d'aides sociales, des squatteurs, des zadistes, des portes paroles d'initiatives, de centres auto-gérés, de fermes coopératives et des auteurs faisant partie de collectifs citoyens. Ceux-ci sont définis par Nancy Fraser comme des contre-publics *subalternes* : « Ainsi défend-elle l'idée que l'espace public n'est pas la sphère unique, co-extensive à la communauté politique, modélisée par Jürgen Habermas, mais qu'il se constitue aussi de contre-publics subalternes » (Ferrarese, 2015). Ceux-ci sont conçus comme « des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins » (Fraser, 2005). Quinze entretiens ont été réalisés en collaboration avec les étudiants du bachelier en coopération internationale de HELMo.

Des observations immersives et participantes ont également été réalisées notamment lors de la 3ème rencontre internationale de l'écologie sociale en septembre 2019, à la commune des communes à Sampigny en janvier 2020, à la ferme du Hayon en janvier 2021 ou lors de manifestations diverses comme le cortège de braises en novembre 2020.

Sur base de ces données de terrain, nous avons entamé un croisement des informations préalable à l'utilisation d'un logiciel de traitement des données ayant pour but une analyse fine des matériaux via une méthode d'analyse de données qualitatives.

Avant ce travail plus précis, certaines informations et pratiques semblent récurrentes à partir desquelles nous avons identifié des logiques d'actions. Elles seront peaufinées suite à l'analyse scientifique prévue. Ces informations et pratiques pléonastiques sont documentées dans le point suivant et complétées par l'exemplarité du cas comme, notamment, le témoignage révélateur de Roland D., zadite, Gilet Jaune : « *Mais où étaient les intellectuels pendant le mouvement des Gilets Jaunes, mais où étaient nos sociologues ? Enfin, ils n'étaient pas là donc il y a dans ce pays une espèce de petite république des copains comme ça où ils sont entre eux, où ils parlent de trucs entre eux. Ils produisent un savoir dans un jargon qui finalement ne parlent qu'à eux. Comment est-ce qu'on fait pour qu'à l'avenir un*

mouvement social qui émerge et qui émergera forcément puisse être analysé <...> Pour aider ces mouvements à se perpétuer et aider ces mouvements à avoir confiance en eux. » (Roland D, zadiste, Gilet Jaune, 2020)

Les *Cultural Studies* comme trame théorique

Le cadre théorique des *Cultural Studies* est ici choisi afin d'alimenter notre démarche ethnographique. En effet, nées en Grande-Bretagne dans les années 60, elles permettent de comprendre les dimensions culturelles du changement social que cette recherche souhaite éclairer, dans une pensée tournée vers l'action. Il s'agit donc ici d'une étude de la pratique. « C'est un projet d'études interdisciplinaires collectif qui a pour champ les formes, les pratiques et les institutions culturelles et leur rapport avec la société et le changement social » (Quemener, Cervulle, 2015). L'approche est ainsi définie par les *Cultural Studies* comme « Une mise en marche de la pensée tournée vers l'action. Une théorie comme une manière d'appareiller conceptuellement les mouvements sociaux et les individus, de dégager les conditions de l'action en identifiant les spécificités du contexte. (...) un axe historique et un axe philosophique portant sur la relation entre les transformations culturelles et le changement social. » (Quemener, Cervulle, 2015).

2. Premiers résultats : six logiques d'action identifiées et documentées

A travers l'ensemble de nos démarches précitées, vous trouverez ci-dessous les six logiques d'action identifiées sous forme de première esquisse des tendances et du type de changement social visé par le public *subalterne* rencontré :

2.1 Une aspiration à un changement social immanent, avec une idée forte de démocratie directe et locale, en opposition à l'idée de démocratie représentative autant qu'à l'idée de démocratie participative ;

“ Concernant la crise écologique, bon, nous étant ici, on peut rien sentir à ce qui se passe. On voit sur la télé ce qui se passe mais nous on ne peut pas sentir ça. Bon, on sent ça mais on ne sait pas comment réagir quoi. Et sans papiers, tu n'as pas de papiers tu ne peux rien, tu ne peux pas réagir comme le monde réagit à ça. Tu n'as aucun droit donc.” (Extrait d'un entretien d'un membre de La Voix des Sans Papiers de Liège, 2019)

2.2 Un sentiment anticapitaliste explicite. Pas le moindre crédit n'est encore accordé à un système économique basé sur une croissance et des ressources infinies ;

“C'est fou parce que j'étais à deux doigts - on va pas dire que j'étais en burn out, on va pas dire ça comme ça mais j'étais dans une certaine forme d'épuisement, il est grand temps que le fonctionnement de notre société change.” (Extrait d'entretien de Marc, squatteur).

“Elle part d'une critique radicale du système économique global actuel. Pourquoi produire tout ce que l'on produit ? Le système capitaliste repose sur le principe de la croissance perpétuelle, sans laquelle il s'effondre. Son seul objectif est de servir les actionnaires, sans se soucier de condamner les travailleurs aux salaires de misère ou au chômage, ni de détruire la nature et d'épuiser les ressources vitales de la planète. Cette logique destructrice est maintenant confirmée par de nombreuses études.” (Synthèse du discours d'introduction aux troisièmes rencontres internationales de l'écologie sociale - extrait - (RIES- Liège-septembre 2019) par Annick Stevens, professeure à l'Université populaire de Marseille).

2.3 Un retour au local et à la nature, dans un souci de réappropriation des territoires locaux et de leurs spécificités naturelles ;

"Ok il faut que je fasse quelque chose et donc je voulais faire pousser des légumes pour changer le monde. La permaculture, pour moi, c'est la solution" (Extrait d'entretien d'un acteur d'une ferme coopérative, 2021).

2.4 Un désir pratico-pratique d'être dans le faire et si possible de ses propres mains, ceci dans la continuité du souci de réappropriation des territoires locaux, cette fois orienté vers la relation entre les individus et leur environnement. Ceci concerne différentes dimensions comme le rapport à la terre, à la nourriture, au logement – habitat léger - ou encore aux différents services à la collectivité ;

"En tous cas, en regardant attentivement ce qui se fait en dehors, y a des communs qui, par l'écologie existentielle, par le ralentissement, par le ménagement, qui par le minimalisme numérique, bref, par toute une série d'initiatives qui tentent à montrer qu'il y a d'autres anthropologies politiques qui sont en train de se nouer et que les communs là-dedans sont habités, gérés, autogérés et que la ligne d'horizon, clairement, c'est par l'autonomie notamment de réincorporer cette propre puissance, voilà, de refaire de sa main, et pas avec un outil numérique hein, non, c'est refaire de sa main". (Extrait d'entretien de Guillaume Faburel aux RIES de Liège, 2019)

"Après 4 semaines de chantiers, il y a des gens qui changent radicalement leurs perspectives, sans que cela ne passe par le discours, c'est juste dans le faire. Faire une yourte ensemble, c'est tellement émancipateur". (Extrait d'entretien de Lio, RIES 2019).

2.5 Un principe d'assemblée populaire, application du principe de décision collective basé sur la participation et l'expression de toutes et tous. Ces assemblées sont précédées par de longs débats méthodologiques, afin que l'ensemble des participants puissent garantir l'égalité durant les débats ;

"Ça c'est une tarte à la crème ! Parce que tout le monde se réclame de la démocratie participative (...) Participer ça veut dire venez, venez donner votre avis, ça existe déjà, les conseils de quartier, en France on a ça, on peut y aller autant qu'on veut c'est toujours les élus qui décident. La démocratie directe c'est les citoyens qui décident directement. Et ça les politiques n'en veulent pas. Moi je vois bien même au niveau local à Commercy, on a une charte pour venir sur la liste, il n'y a aucun élu traditionnel de droite comme de gauche qui se soit montré intéressé par ça, pour eux c'est absurde. Il faut des dirigeants. Donc démocratie participative pour moi ça revient exactement au même que la démocratie représentative aujourd'hui avec de l'enfumage en plus". (Extrait d'entretien de Claude, Gilet Jaune de Commercy, à l'occasion de La commune des communes à Sampigny, 2020).

« La façon dont l'idée de démocratie est abordée à la ZAD, elle est abordée presque d'une façon communaliste. » (Extrait d'entretien de Roland D., Gilet Jaune et membre de la ZAD d'Arlon, 2020)

2.6 Une citoyenneté politiquement responsable et engagée localement, que ce soit civilement ou lors d'élections officielles, dans quel cas, à l'instar des listes communales de Gilets Jaunes en France. Cette idée s'accompagne du refus de négociations politiques dans le cas où une majorité ne serait pas obtenue.

" En somme quand le mouvement Gilets Jaunes est arrivé. On était déjà un certain nombre à avoir déjà un petit bagage militant avant et à s'être rendu compte qu'on avait rien à proposer à une force populaire qui tout d'un coup émergeait, arrivait et s'imposait dans le débat politique. A savoir ni moyens de communication, ni moyens d'analyse, ni lieux. On s'est dit on a rien quoi. Donc nous on a suivi la fleur au fusil ce mouvement en se mettant à son service. Et une fois que ce mouvement s'est plus ou moins arrêté. On s'est dit en l'absence de mouvement social et avec la certitude qu'un autre mouvement social de ce type finira par émerger. Puisque la question politique qui a été posée n'est absolument pas réglée. Et bien on s'est dit en l'absence de ça il faut qu'on puisse créer les structures qui rendront ce mouvement plus fort à partir du

moment où il arrivera. D'où aussi l'idée d'une université DTR qui se met plus ou moins dans la droite ligne de ce qu'ont été les universités populaires de la social-démocratie, ou les universités ouvrières du mouvement communiste. Ou alors dans un autre registre l'université de Vincennes où on a parqué des gauchistes après le mouvement de 68. L'université DTR c'est une des pierres qui permet la construction de ça. C'est-à-dire qu'on a envie de rallier autour de ce sigle des gens qui ont des savoirs à proposer, des analyses à proposer pour sortir justement ces savoirs et ces analyses du cadre clos de l'université ou d'un cadre qui est aussi clos, qui est le cadre des stages en entreprises ou des stages en artisanat. Nous l'idée c'est de pouvoir mêler les 2.” (Extrait d'entretien de Roland D., Gilet Jaune, 2020).

“ Ben si le problème climatique touche tout le monde. Par exemple, en Belgique, c'est vrai qu'on voit le changement climatique et ce que ça influence. C'est vrai, peut-être on est en Europe, il y a des hivers un peu plus doux qui arrivent en Belgique. Et dans des pays où il faisait plus chaud comme en Afrique, on commence à avoir d'autres températures. C'est vraiment un système (le système climatique) qui est en train de changer complètement. Maintenant tout le monde voit que c'est une réalité. Mais, là où, pour moi je vois que c'est anormal, des pays développés comme les pays européens veulent que les pays qui sont sous-développés fassent des efforts. Alors que la technologie est ici. Pour payer la technologie, imaginez ce qu'ils vont demander aux pays qui n'ont pas la technologie pour leur donner. Alors qu'en partageant la technologie, on ferait des économies au niveau des émissions de gaz à effet de serre, carbonés, ... Et changer aussi le mode de transport que les européens utilisent. Pour moi, c'est ce que doivent faire les pays européens à leur niveau. Il y a tellement de paramètres qui sont mis en jeu sur lesquels aucun pays ne veut faire de concession. La lutte ne bouge pas. Si eux ne veulent pas faire de concessions. Imaginez, des gens qui ont l'électricité deux ou trois heures par jour, c'est à eux de faire le sacrifice. Ce n'est pas normal. Ce n'est pas possible, on ne peut rien faire. Ce n'est que à leur niveau. C'est vrai qu'il faut attaquer le problème. Mais c'est tellement lent que je ne vois pas l'issue. Et tout ça ce sont des décisions politiques. C'est juste que peut-être la politique, la façon dont elle est menée, qu'il faudrait revoir absolument. Et aussi les ressources qui sont utilisées pour le fonctionnement de la population. J'entends par là les énergies, par exemple, fossiles ou nucléaires ou autres. C'est toute la technologie qu'il faut repenser dans son entièreté. Il y a des trucs qui sont essentiels et d'autres qui ne le sont pas. Avant même d'y arriver, faudrait déjà qu'on se mette d'accord pour faire des efforts au niveau européen. Parce que des pays comme les pays tiers, je ne vois pas ce qu'ils peuvent faire. Est-ce qu'ils seront d'accord ? Imaginez déjà, des populations comme les populations européennes, qui sont avancées technologiquement, ils ne veulent pas que les autres avancent et vous leur demandez de faire des efforts pour ne pas y arriver et avoir le même niveau de vie. C'est un peu compliqué. Ce n'est que le niveau de vie ici qu'il faudrait revoir. C'est difficile du moment que les biens ne sont pas partagés.” (Extrait d'entretien d'un membre de la Voix des sans papiers, 2021).

Les données de terrain dévoilent d'emblée la nécessité d'identifier les pratiques culturelles et leur rapport avec la société et le changement social. Clairement explicite lors de la troisième rencontre internationale de l'écologie sociale, la filiation à l'écologie sociale apparaît plus subtilement dans les autres contextes investigués. Ainsi, plusieurs acteurs interrogés nous confient que leur engagement précédait leur connaissance de l'écologie sociale. C'est chemin faisant qu'ils découvrent et peuvent se reconnaître dans cette théorie. Il est en effet intéressant de constater que les pratiques et orientations appliquées et véhiculées par les terrains investigués se confondent avec les principaux concepts développés notamment par Murray Bookchin, Floréal Roméro et Vincent Gerber.

L'extrait de l'entretien de Claude, Gilet Jaune de Commercy, lors de l'organisation de la première Commune des communes à Sampigny en janvier 2020, est reprise ici selon la méthode anthropologique choisie d'exemplarité du cas :

« Q : Alors par rapport au Municipalisme, comment l'avez-vous découvert ?

Claude : *Et bien par hasard en tombant sur un ouvrage de Janet Biehl, l'ex-compagne de Murray Bookchin, un ouvrage qui s'appelle tout simplement le municipalisme libertaire. Je l'ai lu en premier (...), pourquoi n'y ais-je pas pensé plus tôt... Je l'ai donné à tous les copains, on l'a tous lu.* ». (Extrait d'entretien de Claude, Gilet Jaune, 2021)

“ Mais non, Il se trouve qu'en fait par la nécessité a fait que l'intelligence collective a proposé ça et ça correspond totalement au modèle que Bookchin préconise alors que nous on n'avait jamais lu Bookchin si tu veux.” (Extrait d'entretien de Kevin, Gilet Jaune, 2020).

3. Discussion autour de l'écologie sociale et des processus démocratiques observés

L'écologie sociale est une notion apparue il y a quelques décennies chez différents auteurs (Bookchin, 1982 ; Romero, 2019 ; Gerber, 2019). Pour Bookchin, considéré comme une des figures majeures de ce mouvement, l'écologie sociale vise à décentraliser le pouvoir afin de sortir des logiques de domination et de revenir à des dynamiques locales moins empreintes de ces logiques. Dans ce mouvement, il y a donc le désir de promouvoir une société sans classe sociale avec des citoyens responsables de la gestion de leur commune, en utilisant une démocratie directe et locale. A côté de ce volet politique, certains auteurs considèrent également que la gestion de l'économie doit aussi revenir aux citoyens. L'écologie sociale prône ainsi un retour aux besoins essentiels en empêchant la croissance incontrôlable liée au capitalisme. Les citoyens se réapproprient le pouvoir, mais aussi le contrôle de la technologie afin de permettre à l'être humain de sortir de l'aliénation.

Murray Bookchin propose un changement de paradigme basé sur un type d'écologie radicale, dans le sens “allant à la racine”, selon laquelle la racine des problèmes écologiques se trouve dans l'organisation sociale fondée essentiellement sur l'exploitation et les rapports de domination. L'écologie sociale est un projet de société écologique, politique, social et philosophique. Ce projet met en exergue le lien fondamental entre les problèmes écologiques et les problèmes sociaux : la domination de la nature, responsable des problèmes actuels, découle de la domination de l'humain sur l'humain. Il considère que pour y remédier, il faut résoudre ces deux problèmes conjointement car, selon Vincent Gerber, Murray Bookchin et Floréal Roméro, aucun des problèmes écologiques ne sera résolu sans un profond changement social (Romero, 2019). L'écologie sociale insiste donc sur le besoin de changer notre modèle institutionnel, de s'affranchir du capitalisme, de l'économie de marché et de la démocratie représentative, pour aller vers un modèle réellement fondé sur le développement du bien-être, de l'humain et de la nature.

3.1. Adaptation des formations initiales des étudiants éducateur.trices spécialisés en activités socio-sportives

Nous souhaitons identifier des compétences spécifiques au métier d'animateur dans les processus et les dynamiques collectives observées au cours de notre recherche dans une démarche transdisciplinaire injectables dans le cursus en éducateur.trices spécialisés en activités socio-sportives de notre formation.

Recherche identitaire du bachelier en coopération internationale

Comme mentionné en début d'article, nous souhaitons contribuer à la recherche identitaire de la formation en coopération internationale par les résultats obtenus afin de lier la réalité professionnelle en pleine mutation à une formation adaptée, et, ainsi, de mieux connaître les publics auxquels les étudiants sont et seront confrontés dans leur futur professionnel.

3.2. Compréhension des processus démocratiques observés

3.2.1. Démocratie participative vs directe et locale

Les instances politiques en place ont bien compris la montée du désir citoyen de participer activement à la gestion politique. La réponse actuellement proposée est de suggérer une démocratie davantage participative au service d'une démocratie toujours représentative. En témoignent les différents appels à participation, comme par exemple l'appel à propositions concernant la Wallonie d'après covid accessible sur *Get Up Wallonia!*

Le public investigué jusqu'alors dans le cadre de cette recherche n'adhère pas à ces propositions participatives qu'il juge insuffisantes quant à la remise en cause du capitalisme.

3.2.2. Désobéissance civile

Etre squatteur, zadiste ou récupérer les surplus alimentaires dans les containers des grandes surfaces, c'est déjà être hors-la-loi. Par définition, certaines actions du public *subalterne* peuvent être jugées de l'ordre de la désobéissance civile. Ces actes s'érigent en critique du pouvoir institué en signalant des dysfonctionnements, se positionnant de la sorte en pouvoir instituant.

“ La démocratie n'est pas un dispositif institutionnel fixé une fois pour toutes. Elle n'est pas un état mais un processus, pas un donné mais une dynamique. La démocratie n'est jamais achevée. Elle reste toujours à refonder et à réinventer. Elle devient un projet, vers lequel on peut tendre mais qu'on ne peut atteindre. La question de la légitimité démocratique de la désobéissance civile perd alors tout son sens puisque la démocratie n'est plus conçue comme le cadre institutionnel que la désobéissance doit respecter mais comme une utopie que la désobéissance tente de faire advenir sans jamais pleinement y parvenir, comme un horizon qui s'éloigne à mesure qu'on s'en approche ” (Cervera-Marzal, 2016 : p. 49).

3.3. Implication des publics dans les processus décisionnels (*Transdisciplinarité*)

La situation sanitaire actuelle a projeté au premier plan et de façon monopolistique dans les médias la parole des expert(e)s. Celle-ci est la base sur laquelle s'appuie les gouvernements pour prendre les mesures qui affectent notre quotidien depuis deux ans maintenant. L'hermétisme de ce processus décisionnel peut interroger. Pourquoi les populations directement impactées par ces mesures ne sont jamais associées aux processus décisionnels ? Ne pourrait-on pas imaginer une forme d'*épidémiologie populaire*, c'est-à-dire une dynamique dans laquelle des représentants de la société civile, du secteur associatif, syndical, de simples citoyens, des représentants des différents secteurs professionnels seraient associés aux expert(e)s et aux représentant(e)s politiques dans une nouvelle forme de gouvernance ? De la même manière, pourquoi les nombreux acteurs de terrains que nous avons rencontrés, squatteurs, militants écologistes, Gilets Jaunes, zadistes, qui réfléchissent déjà les questions de transition, de durabilité, de changement social et les mettent en œuvre dans des actions concrètes, ne sont-ils pas impliqués dans des processus de gouvernance plus institutionnalisés ?

Une réponse potentielle est peut-être dans une forme d'approche **transdisciplinaire**. Dans la définition de la **transdisciplinarité** sur laquelle reviennent les auteurs-trices dans l'article “*Vers une Transdisciplinarité réflexive*, intégrer la réflexivité sur les valeurs et les capacités de co-construction dans la recherche partenariale” (Dedeurwaerdere, T., Popa, F., Guillermin, M. and Herrero, P., 2019 : 305-316). « En d'autres termes, la transdisciplinarité fait référence à un processus de recherche itératif, réflexif et critique qui intègre des scientifiques et des acteurs ou groupes d'acteurs concernés autour de systèmes de connaissances interdisciplinaires sur une grande variété de sujets » (Dedeurwaerdere, Popa, Guillermin, Herrero, 2015). N'est-il pas envisageable dès lors d'intégrer cette notion de transdisciplinarité aux futurs modes de gouvernance ?

3.4. Des actions légitimes ?

La question de la légitimation des actions et initiatives soulevées par les acteurs est peu fondée car ils se sentent légitimes dans leurs actions et attendent plus un soutien de la part de la société via, notamment les analyses et communications de chercheurs, comme mentionné par Roland, marcheur pour le climat, zadiste et Gilet Jaune. Le but de cet article constitue ainsi un éclairage sur les réalités et une valorisation du potentiel auto-organisationnel des collectifs citoyens rencontrés.

Conclusion

L'identification des orientations, des propositions et des pratiques des collectifs citoyens rencontrés est précisée dans cet article, elle permet de mieux cerner le socle commun des initiatives de ces groupes organisés. Il en ressort une orientation politique vers une profonde volonté de changement social, une citoyenneté politiquement responsable et engagée localement ainsi qu'une expression anti-capitaliste. Par ailleurs, des propositions concrètes sont élaborées en termes de démocratie via notamment le principe de l'assemblée populaire ainsi que des pratiques récurrentes et partagées comme un nécessaire retour à la nature et au local mais également le désir d'être dans le "faire", si possible de ses propres mains. Les limites découvertes dans les orientations, propositions et pratiques recueillies sont enfin à formaliser. Il est nécessaire de mentionner et affiner notamment les formes de rigidité dans le principe d'équité, de la difficile gestion du dissensus et des processus longs dans lesquels s'inscrivent ces collectifs citoyens pourtant motivés par l'urgence sociétale.

Les pratiques observées et propos recueillis sont actuellement plus finement analysés grâce à un logiciel d'analyse des données qualitatives, permettant de creuser les convergences des collectifs citoyens ici ciblés dans un but de rédaction d'un référentiel de compétences propres à ces groupes d'acteurs. Dans un souci d'instituer les pratiques développées par ces collectifs, il s'agit à présent de poursuivre l'identification des compétences à intégrer dans les cursus des formations initiales ciblées. D'un point de vue réflexif, il va de soi que cet article ne reprend pas tous les collectifs citoyens aux tendances politiques variées étant donné notre cartographie volontairement délimitée par les catégories d'acteurs initialement choisis. La trame théorique des *Cultural Studies* a permis une focalisation sur l'action concrète des groupes d'acteurs caractérisés par la subalternité comme décrite ci-dessus mettant l'accent sur leurs vécus de domination et de non-représentation démocratique au sein de la société. Les données empiriques s'orientent vers les principes de base de l'écologie sociale, d'une part documentée par les auteurs cités, et, par ailleurs, mise en pratique consciemment ou non par les citoyens collectivement organisés.

Remerciements

Nous tenons à remercier la Haute Ecole Libre Mosane qui nous permet de réaliser cette recherche via son appel interne. Par ailleurs, nous remercions notre comité d'accompagnement composé de : Marco Martiniello du CEDEM, Marc Jacquemain de l'ULiège, Bruno Frère de l'ULiège, Grégory Pascon de l'asbl *D'une certaine gaieté*, Didier Van der Meeren du *Monde des possibles Asbl*. Enfin, nous nous devons de remercier la participation active de tous les acteurs-trices de terrain qui ont contribué à cette recherche : La voix des sans papiers, L'asbl Entre-murs entre-mondes, La ferme du Hayon, l'asbl d'une certaine-gaieté, les gilets jaunes, l'asbl Cap migrants, les participant(e)s des 3ème Rencontres internationales de l'Écologie Sociale de Liège, les participant(e)s de la Commune des communes de Sampigny, etc.

Références bibliographiques

- Bookchin, M. (1982). *The ecology of freedom*. Repris In *Qu'est-ce que l'écologie sociale? 2012. Atelier de création libertaire*.
- Boucher, J.-L., Camus, A., Champagne, C. and Noiseux, Y. (Dir.) *Trajectoires d'Innovation*. Des émergences à la reconnaissance. Québec: PUC.
- Cervera-Marzal, M (2016). *Les nouveaux désobéissants : citoyens ou hors-la-loi ?* Ed. Le bord de l'eau. Lormont.
- Cervulle, M. & Quemener, N. (2015). *Cultural studies : Théorie et Méthodes*. Armand Collin. Paris.
- Ciavolella, R. (2015). *Un nouveau prince au-delà des antinomies : lectures de Gramsci dans les mouvements sociaux contemporains*. Actuel Marx. 57. 112-124.
- Dedeurwaerdere, T., Popa, F., Guillermin, M. and Herrero, P. (2019). *Vers une transdisciplinarité réflexive. Intégrer la réflexivité sur les valeurs et les capacités de coconstruction dans la recherche partenariale*. In Klein.
- Ferrarese, E. (2015). *Nancy Frazer ou la théorie du prendre part*. Lavedesidees.fr.
- Fraser, N. (2005). *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. La Découverte.
- King Lee (2021). *Video pour la Journée des Chercheurs de Synhera 2021* [video]. Issu de : <https://www.youtube.com/watch?v=OLTGqkQNVJY&t=4s>.
- Liguori, G. (2016). *Le concept de subalterne chez Gramsci*. Open Edition Journal.
- Maltcheff, Y. (2011). *Les nouveaux collectifs citoyens, pratiques et perspectives*. Yves Michel eds. Paris.
- Mileschi, C. (2018). *Gilets jaunes, ou la révolte des subalternes*. Historia Magistra. Rivista di storia critica : 28, 3.
- Pirotte, G. (2010). *La notion de société civile. La découverte*. Paris.
- Roland, D. (2020). Pour Presse-Université DTR du 10 au 15 août, 2020. <https://www.youtube.com/watch?v=FO6MzZHtMeY>
- Romero, F. (2019). *Agir ici et maintenant. Penser l'écologie sociale de Murray Bookchin*. Editions du commun. Paris.
- SPW (2020) *Get up Wallonia !* Site Web du Service Public de Wallonie. Issu de : <https://www.wallonie.be>.
- Starck, P. (2005). *Un nouveau mouvement social?*. Erès "VST - Vie sociale et traitements". Paris
- Willemez, L. (2015). *De la cause de l'environnement à l'urgence écologique*. Savoir agir. Editions du Croquant. Paris.